



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor

**Europe centrale
& pays baltes**

Veille régionale
du pôle

Développement durable

Septembre 2023

Sommaire

Focus – situation géopolitique	3
Secteur de l'énergie	3
Transport de marchandises.....	5
Autres faits saillants	6
POLOGNE.....	6
HONGRIE.....	8
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	11
SLOVAQUIE.....	13
LITUANIE	15
LETTONIE	16
ESTONIE	17
Agenda.....	18

Focus – situation géopolitique

Secteur de l'énergie

En réponse à l'instabilité géopolitique à leurs frontières et à la suite de l'agression russe en Ukraine, les pays de la région poursuivent la mise en œuvre de leurs stratégies de sécurisation énergétique.

Renationalisation du réseau gazier domestique tchèque

Afin de renforcer la sécurité énergétique nationale, les autorités tchèques ont annoncé le rachat par le gestionnaire du réseau de transport d'électricité, l'entreprise publique ČEPS, du gestionnaire du réseau de transport gazier, la société Net4Gas, détenue depuis 2013 par la compagnie d'assurance allemande Allianz et le groupe d'investissement canadien Borealis Novus Parent. Cette reprise en main par l'Etat du réseau domestique de gazoducs, pour un montant au maximum de 5 Mds CZK (200 M€), intervient dans la foulée du rachat par ČEPS de la majeure partie des infrastructures nationales de stockage du gaz (*voir veille précédente, plus d'informations sur le site du ministère de l'Industrie et du Commerce [MPO](#)*).

Extension des capacités de stockage gazier à Incukalns

Selon l'opérateur de transport et de stockage de gaz naturel Conexus Baltic Grid (Conexus), **20,2TWh de gaz naturel ont déjà été stockés dans le réservoir souterrain letton d'Incukalns, ce qui représente environ 80% de la capacité de l'installation.** Cette quantité dépasse largement les besoins annuels de la Lettonie, estimés à 12 - 14TWh. **Conexus envisage par ailleurs d'investir 99,5 M€ d'ici 2025 dans quatre projets de modernisation des installations de stockage souterrain de gaz naturel à Incukalns.** Environ 50% des coûts devraient être couverts par un cofinancement de l'UE. Les principaux travaux concernent la modernisation de 36 puits, la rénovation du plus important point de collecte de gaz, l'installation de nouvelles unités de pompage de gaz, ainsi que la modernisation des unités de compression existantes.

Diversification et prix des approvisionnements gaziers

Le 1^{er} terminal flottant GNL (FSRU 1), d'une capacité de regazéification de 6,1 Mds m³ et porté la société Gaz-System, sera opérationnel dans le golfe de Gdansk en janvier 2028. **Orlen a contractualisé l'intégralité du volume,** devenant ainsi l'unique utilisateur du 1^{er} FSRU polonais. En septembre, Gaz-System a lancé la procédure de réservation de capacité pour le 2^{ème} terminal flottant de GNL (FSRU 2) pour une capacité de 4,5 Mds m³ de gaz par an. Dans ce cadre, **la Hongrie et la Pologne ont conclu un accord politique** en vue de potentielles livraisons de gaz naturel. Cet accord vise à diversifier les sources de gaz de la Hongrie.

Par ailleurs, la Hongrie dispose à ce jour d'interconnexions gazières avec tous ses voisins, sauf la Slovaquie. **La Hongrie et la Slovaquie ont, de ce fait, signé un accord qui vise à construire une connexion gazière entre les deux pays : il est prévu que l'interconnecteur transporte, d'ici à deux ans, jusqu'à 440 M m³ de gaz par an,** dans les deux sens. Cette connexion permettra aussi à la Hongrie de disposer d'un meilleur accès au marché italien.

Enfin, la Bulgarie a voté une loi qui impose une taxe sur le gaz russe qui transite par le pays. D'un montant de 10,2 €/MWh, **cette nouvelle taxe renchérit significativement le coût du gaz russe qu'achète la Hongrie,** via le Turkish Stream. Cette taxe devra être payée par l'opérateur du gazoduc, Bulgartransgaz, mais il est fort probable que celui-ci la répercute d'une façon ou d'une autre sur ses clients. En vertu du contrat entre Gazprom et MVM CEEnergy Zrt., la Hongrie importe 3,5 Mds m³ de gaz via la Bulgarie.

Maitrise des prix de l'énergie

La Slovaquie a fait le choix du maintien de son bouclier tarifaire pour les ménages. Le 13 septembre, le gouvernement slovaque a approuvé en conseil des ministres la reconduction du mémorandum avec le principal électricien du pays, Slovenske elektrarne, stabilisant le prix de l'électricité à 61,2 €/MWh (hors taxes et prélèvements) pour les ménages sur l'année 2024. Le 19 septembre, les termes de cet accord ont été signés par Slovenske elektrarne. Le gouvernement s'est engagé ainsi à ne pas initier ni soutenir l'initiative visant l'introduction de nouvelles taxes s'appliquant à Slovenske elektrarne au-delà du cadre habituel de l'UE. Tout comme en 2023, le gouvernement a désigné la société publique de gaz SPP comme intermédiaire entre Slovenske elektrarne et les sociétés de distribution d'électricité.

Le gouvernement letton a également soutenu le 19 septembre la mise en place d'une mesure de soutien aux ménages afin de compenser partiellement la hausse de tarifs de distribution de l'électricité. La compensation est prévue à hauteur de 60% de la part fixe du tarif de fourniture d'électricité pour la période du 1^{er} septembre et le 31 décembre 2023. Le montant du budget consacré à cette mesure de soutien représente 30,5 M€.

En Pologne, les entreprises énergétiques ont désormais obligation de réduire les factures d'électricité des ménages de 12 % pour une consommation allant jusqu'à 2523 kWh en 2023, soit 125 PLN (27 €) au maximum. Ce décret est entré en vigueur le 19 septembre.

En Tchéquie, dans le cadre de la politique de consolidation des finances publiques et en raison de la baisse des prix de l'énergie, le ministère de l'Industrie et du Commerce (MPO) a décidé de stopper son programme de soutien aux ménages face à la hausse du prix du chauffage initié en 2022, dont le coût était de 690 M€. Cette décision s'intègre par ailleurs dans une dynamique d'extinction du soutien public exceptionnel face à la crise énergétique avec notamment, à partir de 2024, la fin de la compensation par le budget de l'Etat des coûts de réseau du système électrique et la réintroduction de la redevance sur les énergies renouvelables (24 €/MWh), cette taxe ayant été suspendue en 2022.

En Estonie, le prix de l'électricité cet automne et au début de l'hiver devrait être inférieur de moitié à celui de l'année dernière. Le prix moyen hors TVA pour les deux premières semaines de septembre était de 0,15 €/kWh alors que la moyenne du mois d'août était de 0,11 €/kWh. A titre de comparaison, les tarifs mensuels moyens étaient de 0,43 €/kWh en août et de 0,27 €/kWh en septembre l'année dernière. Toutefois, **les perturbations du marché régional – en particulier, l'interruption de service du câble électrique NordBalt reliant la Lituanie à la Suède – ont affecté le prix de l'électricité** en août et en septembre. En raison de la mise hors service de la liaison entre la Lituanie et la Suède, seuls les câbles reliant l'Estonie à la Finlande assurent la liaison entre les pays baltes et les pays nordiques, ce qui a créé une tension sur les prix. La réparation de l'interconnexion NordBalt, hors service depuis quatre semaines, devrait ainsi permettre une baisse des prix de l'électricité au début de l'hiver.

Contribution de solidarité en Slovaquie

La taxation de la raffinerie Slovnaft via la contribution de solidarité devrait apporter 321 M€ au budget slovaque en 2023 selon les estimations du Conseil de responsabilité budgétaire. Pour mémoire, la contribution de solidarité concerne les années 2022 et 2023. En mars 2023, le Parlement a augmenté le taux de 55 % à 70 % pour l'année en cours. En 2022, les recettes de cette taxe se sont élevées à 411 M€.

La Hongrie maintient ses relations énergétiques avec la Russie

Peter Szijjártó a rencontré Sergey Lavrov en marge de l'Assemblée générale des Nations unies. Le ministre des affaires étrangères russe a assuré à son homologue hongrois que la Russie tiendrait ses engagements en matière de livraison de produits énergétiques. Il a indiqué que, depuis le début de l'année, la Russie a livré 3,3 Mt de pétrole et 4,2 Mds m³ de gaz à la Hongrie.

En visite à Moscou le 13 octobre, Peter Szijjártó a rencontré Alexander Novak, vice Premier ministre en charge des questions énergétiques, ainsi que Denis Manturov, vice Premier ministre pour l'industrie et le commerce. La discussion a porté sur l'énergie et le commerce ; le ministre hongrois a indiqué que la Russie fournissait en temps et en heure tous les volumes de gaz, de pétrole et de combustible nucléaire.

La Hongrie se tourne vers la Serbie

La Hongrie et la Serbie travaillent au renforcement des interconnexions électriques entre les deux pays. Il est prévu que leur capacité double d'ici à 2028. L'emplacement exact de la nouvelle interconnexion doit être déterminée sous peu. **Des négociations sont également en cours pour la construction d'un oléoduc entre les deux pays.** D'une capacité d'environ 5,5 Mt/an, cet oléoduc a pour vocation de renforcer la sécurité énergétique de la Hongrie et de renforcer la concurrence, dans un contexte de hausse des frais de transit de la part de la Croatie et de l'Ukraine. La Hongrie envisage aussi de renforcer son secteur du transport de marchandises en direction de la Serbie, en faisant de Roszke le point de passage vers le Hub logistique européen qu'est la Serbie.

Transport de marchandises

Nouvelle procédure de contrôle phytosanitaire: début octobre, un accord a été trouvé entre les ministres de l'Agriculture polonais, ukrainien et lituanien pour que la procédure de contrôle phytosanitaire puisse être déplacée de la frontière polono-ukrainienne vers le port de Klaipėda. Depuis le mercredi 4 octobre, le contrôle est ainsi assuré par l'Agence lituanienne d'inspection vétérinaire et phytosanitaire (VMVT). Toutefois, selon les commentaires fournis par la VMVT, le nouvel accord ne va pas changer fondamentalement le mode de fonctionnement de cette dernière pour autant que les flux n'augmentent pas.

Autres faits saillants

POLOGNE

Énergie

L'Institut Jagiellon a développé un [Indice de sécurité énergétique](#), permettant de quantifier le niveau de sécurité énergétique d'un pays. Selon les données de 2022, les leaders du classement sont le Canada, l'Australie et la Norvège. La Pologne se classe 33^{ème} sur 45 pays analysés.

Début septembre, le président Andrzej Duda a signé un amendement à la loi géologique et minière qui introduit **la catégorie de gisements stratégiques d'une « importance particulière pour l'économie »** et interdit le développement des zones où ils se trouvent d'une manière qui rendrait impossible l'exploitation des gisements, ce qui a été critiqué par le public au stade de la procédure de consultation de la loi. L'amendement facilite aussi considérablement la construction d'installations de stockage de CO₂ et d'hydrogène.

Début septembre, Anna Łukaszewska-Trzeciakowska, plénipotentiaire du gouvernement en charge des infrastructures énergétiques stratégiques, a annoncé que **des zones énergétiques spéciales seront créées dans le nord de la Pologne à partir de 2024**, où les investisseurs pourront payer l'énergie 30 % moins cher que dans d'autres régions du pays.

- électricité

Le président de l'Office de régulation de l'énergie a décidé qu'en 2024, la taxe de puissance (taxe pour garantir la fourniture d'électricité, « oplata mocowa »), pour les ménages et les autres petits clients augmentera en moyenne de 11 %, et de 24 % pour les autres clients.

En septembre, la société Polskie Sieci Elektroenergetyczne, gestionnaire du réseau électrique, a créé la société PSE Inwestycje, chargée de la mise en œuvre des investissements stratégiques dans les réseaux de transport électrique. La nouvelle société réalisera les missions pour lesquelles les appels d'offres lancés n'ont pas permis de sélectionner de contractant approprié.

- charbon

Début septembre, le Sénat a rejeté dans son intégralité le projet de loi nécessaire à la création de l'Agence nationale de la sécurité énergétique (NABE), entreprise publique de défaisance des actifs charbonniers des sociétés énergétiques.

- gaz et pétrole

En septembre **la Pologne a noté une baisse record des prix des carburants dans les stations-service**. Mi-septembre, le diesel, qui représente les trois quarts de la consommation de carburant du pays, coûtait environ **6,25 PLN/litre (1,38 €)** contre 1,68 € en République tchèque, 1,70 € en Slovaquie et 1,86 € en Allemagne. Le tourisme à la pompe a augmenté, les conducteurs des pays voisins venant se ravitailler en Pologne, et la demande intérieure a crû également. Fin septembre, des stations ont introduit un rationnement sur le diesel. Les stations situées dans les zones frontalières ont connu des problèmes d'approvisionnement plus aigus, en raison de l'augmentation de la demande des clients étrangers.

- nucléaire

Le 21 septembre, **Westinghouse et Bechtel ont signé à Varsovie un accord de consortium** pour la construction d'une centrale nucléaire de technologie AP1000 à Choczewo.

Le lendemain, **le directeur général de la protection de l'environnement (GDOŚ) a rendu la décision environnementale concernant la construction de cette centrale nucléaire, d'une puissance de 3750 MW, sur le site de Lubiawo-Kopalino**. Cette décision définit les conditions à remplir par l'investisseur afin de minimiser les dommages causés à l'environnement. La procédure était en cours depuis août 2015 (suspendue de 2016 à 2022). La dernière année a été consacrée aux consultations publiques, interinstitutionnelles et transfrontalières (14 pays).

Une semaine plus tard, **Polskie Elektrorownie Jądrowe (PEJ), Westinghouse et Bechtel ont signé un contrat d'ingénierie pour la conception de cette centrale**.

Le 7 septembre à Londres, Orlen Synthos Green Energy (OSGE) et Emirates Nuclear Energy Corporation (ENEC) ont signé un accord de coopération pour le développement de SMR.

Environnement

Le 5 septembre, le président Duda a signé un amendement à la loi sur les évaluations des incidences sur l'environnement visant à **accélérer les procédures environnementales concernant, entre autres, les investissements considérés par le gouvernement comme stratégiques**, comprenant les routes, investissements hydrauliques ou relatifs à la protection contre les inondations, mais aussi ceux liés à la Défense. **La nouvelle loi élargit le champ des investissements stratégiques** aux lignes de tramways et de métro, investissements concernant les aéroports publics, liés à l'extraction minière et des hydrocarbures et aux investissements dans le nucléaire. La conformité aux plans d'aménagements ne sera pas exigée pour ces investissements.

- déchets

Début septembre, le président Duda a signé un amendement à la loi sur la gestion des emballages et des déchets d'emballages et plusieurs autres lois. Il prévoit **la mise en place d'un système de consigne en Pologne le 1^{er} janvier 2025**. Le prix de la consigne, dont la valeur sera déterminée par voie réglementaire, sera rajouté aux bouteilles en plastique jetables d'une capacité maximale de 3 l, aux bouteilles en verre réutilisables d'une capacité maximale d'1,5 l et aux boîtes métalliques d'une capacité maximale d'1 l. Selon le projet de règlement publié en avril, la consigne devrait s'élever à 0,50 PLN (0,10€). La consigne sera remboursée lorsque l'emballage sera rapporté dans le magasin, sans qu'il soit nécessaire de présenter un reçu.

- CO₂

Le groupe Orlen offrira à ses clients de **nouveaux services liés à la collecte et à la gestion des émissions CO₂**. Le stockage du CO₂ en Pologne, entre autres sous le fond de la mer Baltique, sera crucial pour maintenir la compétitivité de l'industrie nationale dans les secteurs où les coûts d'émissions sont élevés. Pour développer ces services, le groupe Orlen prévoit d'utiliser l'expérience acquise en mer de Barents. La société a signé un accord avec la société norvégienne Horisont Energi AS concernant une coopération potentielle sur l'un des projets de stockage de CO₂ les plus avancés sur le plateau continental norvégien.

Infrastructures de transport

Le 20 septembre, CPK et Polregio, le plus grand opérateur ferroviaire de Pologne, ont signé un accord de coopération, qui vise une planification efficace et coordonnée des investissements (via les outils de modélisation des flux de passagers et de grille tarifaire horizontale – tous deux présentés lors de la foire ferroviaire Trako à Gdansk), via un partage de données passagers.

En septembre, PPL a rejoint le groupe CPK, qui regroupe les principaux actifs et processus d'investissement dans les infrastructures aéroportuaires en Pologne.

En septembre, Alstom et Polskie Linie Kolejowe (PKP PLK) ont signé un accord-cadre portant sur la fourniture de pièces détachées pour le système de gestion du trafic ferroviaire fourni par Alstom. Le contrat s'étendra jusqu'à la fin de l'année 2027.

Transport

- ferroviaire

Lors du salon ferroviaire TRAKO à Gdańsk et en présence des vice-ministres Bittel et Małecki, **NEWAG a présenté sa locomotive Griffin homologuée en Pologne et Tchéquie, qui peut rouler à 200 km/h**, et dont l'opérateur public PKP Intercity a commandé 15 unités pour plus de 400 M PLN (85 M€). M. Małecki, vice-ministre des Actifs Publics, a exprimé son espoir que les entreprises polonaises puissent profiter au maximum de la stratégie de renouvellement du matériel roulant de PKP Intercity, que la plus grande part possible de locomotives et rames polonaises roulent sur les rails polonais mais aussi que les fabricants nationaux remportent les marchés à l'étranger.

Ces derniers jours, PESA a remporté de grands contrats de livraison de matériel roulant : livraison de 132 tramways à Tel-Aviv (avec une option de 30 unités supplémentaires) pour une valeur de 400 M€ et livraison de 20 rames (avec une option de 9 unités supplémentaires), et

leur maintenance pendant 15 ans, à l'opérateur roumain Autoritatea pentru Reformă Feroviară (1 Md PLN, 200 M€). PESA a aussi remporté un deuxième appel d'offres du même client pour la fourniture de 62 rames (3 Mds PLN, 630 M€) et attend la finalisation du contrat.

Lors du salon ferroviaire TRAKO, PKP Intercity a présenté la maquette d'un compartiment première classe conçu selon un nouveau design. Ce concept doit être pour la première fois proposé dans le cadre de l'appel d'offres pour la fourniture de 300 nouvelles rames (avec option de 150 unités supplémentaires) lancé par PKP Intercity en novembre 2022 et dont le vainqueur devrait être connu au T4 2023.

- urbain

Solaris vient de remporter un contrat pour la fourniture des 90 bus à hydrogène pour Venise (avec une option de 18 unités supplémentaires). Les livraisons devraient être terminés dans les premières semaines de 2026.

Fin septembre, lors du Congrès de la Nouvelle Mobilité qui s'est tenu à Łódź, **l'entreprise ARP E-Vehicles, détenue depuis 2020 par l'Agence de développement industriel (ARP), a présenté son premier bus à hydrogène Pilea H2.** Le bus fonctionnant à l'hydrogène et avec une batterie électrique peut parcourir une distance de plus de 600 km sans rechargement ni ravitaillement.

- mobilité douce

Lors du Congrès de la Nouvelle Mobilité à Łódź a été signée une charte pour la création en Pologne d'une Stratégie Nationale du Vélo. Portée notamment par Mateusz Pytko, président de l'Association Cycliste Polonaise, elle vise à lancer les travaux d'élaboration d'une stratégie.

Logement

En septembre, un amendement à la loi sur la planification et le développement spatial est entré en vigueur, introduisant des nouveaux outils de planification, des changements dans la procédure pour faciliter la préparation des plans locaux et un plan d'investissement intégré - une nouvelle forme spéciale de plan local qui permet une préparation rapide et transparente des terrains pour l'investissement.

HONGRIE

Énergie

Le ministre du développement économique, M. Marton Nagy, a annoncé suivre de près l'évolution des prix de l'essence. Il juge possible une intervention publique si des facteurs qui contribueraient à l'augmentation anormale des prix étaient identifiés.

- électricité

En août, la consommation d'électricité a diminué de 2,8 % par rapport à l'année précédente. Sur les huit premiers mois, la baisse a été de 7,2 %. Durant le mois d'août, la baisse de la consommation s'explique notamment par des températures plus clémentes qu'à l'accoutumée, un prix élevé de l'électricité, ainsi que par la récession économique.

- nucléaire

La Hongrie et la Slovaquie ont signé un accord de coopération en matière de nucléaire civil. Le but de l'accord est notamment de renforcer la coordination des deux pays concernant les futurs projets, afin de faciliter l'adoption de nouvelles technologies nucléaires.

- gaz

Selon l'autorité de régulation de l'énergie (MEKH), **la consommation de gaz a diminué de 14,9 % en 2022** et s'est établie à 9.41 Mds m³. **La consommation des ménages a diminué de 14,2 % tandis que celle des entreprises a connu une baisse de 15,3 %.** Le précédent repli de la consommation remonte à 2015.

- énergies renouvelables

La capacité installée en énergie photovoltaïque a atteint 5 400 MW, en augmentation de 1 389 MW depuis le début de l'année, selon le ministère de l'Energie. La capacité des acteurs industriels s'élève à 3 276 MW tandis que celle des particuliers et PME est de 2 131 MW. Plus de 231 000 ménages disposent actuellement de panneaux photovoltaïques.

Le ministère de l'énergie a annoncé puis annulé un projet de modification de la facturation et de la rémunération des ménages qui produisent de l'électricité grâce à des panneaux photovoltaïques. Dans une courte vidéo diffusée sur YouTube, le ministre Csaba Lantos avait indiqué qu'un système de facturation brute mensuelle serait introduit, en remplacement d'une facturation nette annuelle. Ce projet allait à l'encontre de la promesse de laisser le système inchangé pendant 10 ans et risquait de réduire le retour sur investissement de nombreux ménages. Des responsables politiques, dont des membres du Fidesz, ont critiqué le projet.

Le ministère de l'énergie va créer un Fonds doté de 75 Mds HUF (194 M€) pour **le soutien à l'installation de panneaux photovoltaïques et d'équipements de stockage d'électricité au bénéfice des ménages**. Pour ceux qui s'équiperont en panneaux photovoltaïques, l'équilibre sera mensuel et l'excédent d'électricité sera racheté 0,01 €/kWh, un prix bien inférieur au tarif régulé de l'électricité, fixé à 0,09 €/kWh. Les aides pourront couvrir 65% des coûts des travaux et concerneront les panneaux photovoltaïques jusqu'à 4 kW, ainsi que les équipements de stockage d'électricité d'une capacité maximale de 8 kW.

MVM Zold Generacio va construire une centrale photovoltaïque d'une capacité de 23,8 MW à Kecskemét. D'un coût total de 9,7 Mds HUF (25 M€), le projet va bénéficier de 4 Mds HUF (10 M€) de fonds européens.

D'après Peter Szijjártó, Samsung SDI va investir 22,5 Mds HUF (58 M€) dans un projet de recherche et développement. La Hongrie soutient ce projet à hauteur de 5,5 Mds HUF (14 M€). Selon le ministère, il s'agit du plus gros investissement de R&D réalisé en Hongrie.

La Hongrie et le Sultanat d'Oman ont signé un partenariat sur l'hydrogène vert. Les deux pays souhaitent coopérer et faire de la recherche/développement. Selon le ministre des affaires étrangères et du commerce Peter Szijjártó, ce partenariat est une opportunité pour la Hongrie dans la mesure où le Sultanat d'Oman est un pays leader en matière d'hydrogène vert.

A compter du 1^{er} janvier, les ménages et petites entreprises nouvellement dotées de panneaux photovoltaïques vont pouvoir injecter leur production excédentaire d'électricité dans le réseau national. Ce changement va concerner 93% du territoire et 84% des ménages dotés de panneaux photovoltaïques.

Environnement

Le groupe énergétique public **MVM souhaite réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 40% et cesser toute production d'électricité à partir de charbon d'ici à 2030**. En 2022, 83% de la production énergétique du groupe provenait de sources neutres en carbone.

A partir du 1^{er} janvier 2024, la Hongrie va instaurer la consigne pour les bouteilles en plastique, métal, verre et canettes en aluminium. Sont concernées les bouteilles d'un volume compris entre 0,1 L et 3 L, à l'exception des bouteilles de lait. Les consommateurs pourront récupérer 0,13€ par bouteille et les producteurs devront transférer chaque mois les frais de retour à MOL MOHU, en tant que responsable de la collecte et du tri des déchets. Des points de collecte vont être mis en place dans les commerces d'une superficie supérieure à 400 m².

Infrastructures

- ferroviaires

Les travaux de construction de la ligne Budapest-Belgrade ont été mis à l'arrêt car les constructeurs chinois mobilisés sur ce chantier ne parviennent pas à fournir un système de sécurité qui répondent aux normes européennes. Selon certaines sources, aucune des entreprises hongroises et chinoises impliquées n'est en mesure de fournir les systèmes ETCS nécessaires pour permettre aux trains de rouler à plus de 100 km/h. L'entreprise hongroise RM International, propriété de Lőrinc Mészáros, aurait réaffecté certaines de ses équipes à la rénovation de la ligne Budapest-Győr.

Le gouvernement a augmenté de 1,648 Mds HUF (4,2 M€) par décret le budget de la ligne ferroviaire Budapest–Belgrade. Ces ressources additionnelles serviront à l'aménagement de la section de la ligne entre Ferencváros et Soroksár. Le décret mentionne que le budget sera utilisé pour des matériaux, la validation de plans, l'achat d'équipements, mais aussi des missions de communication et d'information auprès du public.

L'électrification de la ligne ferroviaire entre Puspokladany et Biharkeresztes est achevée. D'un coût de 48 Mds HUF (125 M€), cette opération va permettre d'augmenter la fréquence des trains à destination d'Oradea en Roumanie.

- routières

Les travaux de construction de l'autoroute M83 entre Győr et Pápa sont désormais terminés, et le tronçon de 36 km devrait être ouvert sous peu. Les deux villes pourront désormais être reliées en une vingtaine de minutes.

Le gouvernement conçoit actuellement un paquet de mesures destinées à promouvoir le secteur des transports, avec pour objectif de doubler sa contribution au PIB pour atteindre 10% en 2030. Les mesures envisagées réduiraient le nombre de sous-traitants dans les chaînes logistiques, imposeraient un prix plancher pour certains services, amélioreraient certains axes routiers et moderniseraient les passages frontaliers. Le gouvernement se donne notamment pour objectif de faire de Roszke - un point de passage vers la Serbie - l'un des principaux hubs logistiques européens.

- portuaires

Le gouvernement a pour projet de construire un port en eau profonde à Trieste (Italie). En 2019, la Hongrie avait acheté une parcelle de 32 hectares pour 31 M€ et obtenu une concession de 60 ans. Les projets d'aménagement ont été validés par les autorités portuaires en juillet et un appel d'offres sera prochainement mis en place pour ce projet estimé à 100 M€. **L'objectif du gouvernement est de renforcer la connexion entre la Hongrie et la Chine et les pays du Moyen-Orient.** Il est prévu que le port soit achevé en 2026.

Transport

- aérien

Seulement trois semaines après sa mise en service, la ligne aérienne entre Budapest et Tachkent (capitale de l'Ouzbékistan) a été supprimée faute d'un nombre suffisant de voyageurs.

A compter du 14 novembre, Wizz Air va remplacer sa ligne Budapest-Edimbourg par une liaison avec Glasgow. Une ligne entre Debrecen et Rome (Fiumicino) sera également ouverte. La fréquence des vols pour les destinations suivantes a également été augmentée : Abu Dhabi, Hurghada, Madère, Tenerife, Alicante, Madrid, Milan, Bâle et Keflavík.

- ferroviaire

Stadler, fabricant suisse de trains, a réalisé un investissement de 17 Mds HUF (44,2 M€) afin d'augmenter les capacités de production de son usine de Szolnok. L'investissement est soutenu à hauteur de 4,8 Mds HUF (12,5 M€) par le gouvernement. Près de la moitié des rames en circulation en Hongrie ont été fabriquées par Stadler.

MAV va remplacer certaines de ses locomotives V43 par des locomotives Siemens EuroSprinter, afin de réaliser des économies d'énergies et de proposer une meilleure expérience aux voyageurs. Les locomotives Siemens, de seconde main, seront prises en leasing. Elles seront notamment déployées sur les lignes InterCity et EuroCity.

La compagnie ferroviaire nationale d'Autriche ÖBB va interdire aux trains hongrois d'emprunter le réseau autrichien au-delà de Vienne, du 4 au 26 octobre. ÖBB justifie cette décision par les retards réguliers des trains en partance de Budapest et le non-respect des obligations de notification en cas de rénovation substantielle des infrastructures ferroviaires sur les lignes internationales. Les passagers devront donc changer de train à Vienne avant de poursuivre leur voyage vers l'ouest.

- routier

D'après les données du Bureau central des statistiques, le nombre de personnes blessées lors d'un accident de la route a diminué de 13 % au 2^{ème} trimestre, en glissement annuel. Le nombre de décès sur la route a quant à lui diminué de 24 % sur la même période. Les principales causes des accidents étaient : excès de vitesse, refus de priorité à droite et manœuvres interdites.

La Commission européenne a lancé une enquête sur les véhicules électriques chinois, mais l'enquête ne concernera que les véhicules importés. De ce fait, les usines chinoises implantées en Hongrie ne sont pas dans le champ de cette enquête.

La Curia, plus haute instance juridique hongroise, a validé la décision du Comité électoral national de ne pas organiser de référendum relatif à l'implantation d'usines de batteries.

L'entreprise de transport Waberer a terminé une phase de test d'un camion électrique du constructeur chinois BYD. Il s'agit de la première entreprise européenne à tester ces véhicules. Le camion de BYD dispose d'une autonomie de 250 km.

- urbain

ArrivaBus, exploitant environ un tiers des bus de la capitale, va embaucher des conducteurs venus spécialement d'Indonésie et des Philippines. Ceux-ci suivent actuellement une formation, et tous parlent anglais. Ce nouveau recrutement vise à pallier la **pénurie nationale de chauffeurs**, évaluée à 100 à 150 personnes rien qu'à Budapest.

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Énergie

Les grandes lignes du projet de mise à jour du **Plan national énergie climat (PNEC) tchèque**, en cours d'examen au niveau interministériel, ont été dévoilées à l'occasion d'une procédure de consultation. Ce document, qui détermine la vision de l'Etat quant au devenir du système énergétique national, prévoit à ce stade **la mise en service de nouvelles unités nucléaires** d'une capacité installée totale de 4 GW (soit trois grandes unités et un SMR) entre 2035 et 2041, **une montée en puissance des énergies renouvelables** de 18% à 30% de la consommation d'énergie d'ici 2030 (capacités installées des sources photovoltaïques à 10,1 GW; 1,5 GW pour les centrales éoliennes) et **la fin de la production d'énergie à partir de charbon en 2033.**

- nucléaire

Les autorités tchèques ont reporté la date de remise des offres concernant le projet nucléaire Dukovany 5, initialement prévue le 2 octobre, au 31 octobre. EDF, en lice pour ce marché avec les entreprises américano-canadienne Westinghouse et sud-coréenne KHNP, a indiqué par la voix de son vice-Président Vakisasai Ramany en visite à Prague le 2 octobre que l'offre finale était prête et a promis une participation élevée des entreprises tchèques au projet.

L'Ambassade de France en République tchèque, en lien avec EDF, a annoncé lors d'une conférence de presse le 2 octobre **la création de l'Académie nucléaire franco-tchèque**, nouvelle plate-forme qui favorisera l'émergence de programmes éducatifs franco-tchèques afin d'accélérer le développement des ressources humaines pour les futurs projets européens de nouvelles centrales nucléaires.

- électricité

Le gestionnaire du réseau de transport de l'électricité **ČEPS** a annoncé un programme d'investissements décennal de 8,4 Mds CZK/an (340 M€) afin de moderniser le réseau de lignes haute tension et accompagner l'expansion attendue des sources d'énergie renouvelable.

Transport et infrastructures

Financement des infrastructures 2024 : Dans le cadre du PLF 2024, l'autorité de financement des projets d'infrastructures du ministère des transports (SFDI) disposera d'un budget équivalent à celui de 2023 soit 150,5 Mds CZK (6,2 Mds €) dont 4,8 Mds € de ressources nationales comprenant 26 Mds CZK (1 Md€) d'emprunts auprès de la BEI. Les fonds européens compléteront l'enveloppe du SFDI avec 13 Mds €. Près de 66% du budget (4 Mds €) est destiné

aux investissements. La Direction des routes et des autoroutes disposera d'un budget record de 3,2 Mds€ le gestionnaire d'infrastructures ferroviaires de 2,33 Mds€.

- ferroviaire

Hausse des tarifs de České dráhy : l'opérateur national ferroviaire a annoncé une nouvelle hausse de 9,5% de ses tarifs à compter du 10 décembre 2023, après celle de 15% l'année dernière. **Cet ajustement correspond à l'augmentation annoncée du tarif du billet unique « OneTicket »** et reflète l'évolution de l'inflation et la hausse des prix des intrants affectant les coûts de transport tels que l'entretien, le diesel, le prix des pièces de rechange, etc.

- routier

XXVII^{ème} Congrès mondial de la route : organisé à Prague du 2 au 6 octobre 2023, il a rassemblé sur le thème « **Ensemble à nouveau sur la route** » environ 4 000 participants de 120 pays pour échanger sur les techniques, défis, innovations et meilleures pratiques liés au domaine des infrastructures routières. Le **Pavillon France « Tous engagés pour la transition écologique », avec une délégation de 200 inscrits (soit la 2^{ème} délégation après le Japon)**, a promu les enjeux et priorités portés par la France en matière de transition énergétique et écologique.

Projet PPP autoroute D35 : l'appel d'offres pour le recrutement d'un consultant chargé d'aider l'Etat à préparer le cahier des charges d'un prochain appel d'offres relatif à l'achèvement, via un PPP, de deux tronçons de 35 km de l'autoroute D35 en Moravie, a été annulé. Cette annulation résulte des difficultés liées à l'évaluation du respect des conditions de participation des candidats et de la complexité des offres elles-mêmes et va entraîner un décalage dans le choix du concessionnaire. Un nouvel appel d'offres sera annoncé d'ici trois semaines.

- urbain

Projet de métro D à Prague : le lancement des travaux sur le 2^{ème} tronçon du futur métro D, initialement prévu cet automne, est reporté au printemps. Cela dans le contexte des plaintes déposées par le consortium PORR/VINCI/MARTI, exclu de l'appel d'offres en raison d'un prix trop bas. La Société des Transports de Prague a rejeté deux plaintes du groupement, mais ce dernier a saisi l'Office de protection de la compétitivité et a informé la BEI (auprès de laquelle la ville de Prague souhaiterait obtenir une partie du financement) du manque de transparence dans la procédure de sélection. En outre, VINCI CONSTRUCTION CS a déposé une plainte pénale. Pour rappel, le contrat d'un montant de 1 Md€ a été attribué à Subterra/Hochtief.

- aérien

100 ans de la compagnie aérienne Czech Airlines : alors qu'Air France vient de lancer les festivités pour son 90^e anniversaire, la compagnie Czech Airlines a célébré le 6 octobre le 100^e anniversaire de sa création, soit la **5^{ème} compagnie aérienne la plus ancienne encore en activité au monde**. La CSA fête ce jalon important en introduisant, à partir d'octobre, deux nouvelles destinations depuis Prague (Madrid et Erevan), portant de une (Paris) à trois le nombre de liaisons assurées. La compagnie a fait face à une restructuration 2022 et vu l'entrée à son capital d'un nouvel investisseur (Prague City Air Company, société créée par les propriétaires de l'entreprise Smartwings).

Retrait de l'opérateur Smartwings des aéroports régionaux : la plus grande compagnie aérienne tchèque a annoncé son intention d'opérer ses vols uniquement à partir de Prague, Brno et Ostrava à partir de la prochaine saison estivale, et de se retirer des autres aéroports tchèques régionaux. La décision concerne en particulier les aéroports de Pardubice, de Karlovy Vary et de České Budějovice. Pour les deux derniers, Smartwings était le seul transporteur assurant des vols charters aux clients des agences de voyages.

Fonds européens

La Commission européenne a adopté un avis positif sur le projet de mise à jour du plan de relance tchèque (PNRR) qui prévoit l'ajout de plusieurs lignes de subvention et une demande de prêt au titre de la Facilité pour la reprise et la résilience. Au total, le nouveau PNRR tchèque s'élève désormais à **9,2 Mds €** (8,4 Mds € en subventions et 820 M€ en prêts) comprenant 58 réformes et 105 investissements. Les principaux investissements ajoutés par rapport au plan initial concernent les logements sociaux, le renforcement de la numérisation et de la

cybersécurité des administrations publiques, ainsi que le développement du système de distribution d'électricité. [Commission endorses Czechia's €9.2 billions modified RRP \(europa.eu\)](https://europa.eu/commission/press-room/detail/2023/09/13-czechia-rrp)

SLOVAQUIE

Elections

Le parti SMER-SD de Robert Fico est arrivé en tête des élections législatives du 30 septembre. La présidente Caputova lui a confié la mission de former le nouveau gouvernement.

Énergie

Mi-septembre, l'Autorité de régulation a présenté au gouvernement sa **définition de la pauvreté énergétique. 150 000 ménages (8,2 % du total) seraient ainsi concernés.** D'après l'Autorité, cette définition devrait aider le gouvernement à préparer des mesures ciblées en faveur des groupes les plus vulnérables. Le projet précise qu'un ménage est menacé par la pauvreté énergétique i) si après le paiement des dépenses liées aux énergies et à l'eau, il lui reste moins que 1,5 fois le minimum vital, et si le revenu net annuel de l'année précédente pour chaque membre du ménage est inférieur au revenu médian national, ii) si ses dépenses annuelles liées aux énergies de l'année n-1 sont inférieures au revenu médian national et, dans le même temps, ses revenus nets annuels disponibles sont inférieurs à 60% de la médiane nationale et/ou iii) si les ménages sont sans accès physique à l'électricité conformément aux cas énumérés par la législation.

- électricité

La société publique chargée de l'organisation du marché de l'électricité à court terme, OKTE, a lancé début d'octobre son **Centre énergétique des données, plateforme centrale d'échange des données** qui facilitera le développement des solutions intelligentes sur le marché de l'électricité.

- gaz

La société semi-publique chargée du transport du gaz russe à travers le territoire slovaque, Eustream, prend acte de la baisse des volumes du gaz transporté. En effet, la capacité totale du gazoduc étant de 90 Mds m³/an, le transport n'a atteint que 26,2 Mds m³ en 2022. Pendant les huit premiers mois de l'année 2023, selon Eustream, le transport s'est élevé à seulement 10 Mds m³ et les prévisions pour l'année entière tablent sur 17-18 Mds m³. La direction d'Eustream cherche d'autres opportunités, notamment en provenance d'Azerbaïdjan ou, à plus long terme, en recourant au transport d'hydrogène.

- nucléaire

Le 25 septembre, le 3^{ème} bloc nucléaire de Mochovce a atteint sa puissance nominale de 471 MW. Cette puissance atteinte, l'électricien Slovenske elektrarne va réaliser les tests finaux.

Début septembre, l'électricien Slovenske elektrarne a été sélectionné dans le cadre du **projet Phoenix**. Par le biais de ce projet financé par le gouvernement américain, **Slovenske elektrarne devrait obtenir un financement pour réaliser une étude de faisabilité sur l'implantation en Slovaquie de petits réacteurs modulaires.** Le projet a été ouvert à 17 pays avec un financement global de 8 M USD. Le projet slovaque a été sélectionné avec les projets tchèque et polonais. Les Slovaques ont d'ores et déjà identifié 5 sites potentiels : Jaslovske Bohunice et Mochovce où se trouvent les deux centrales nucléaires du pays, Novaky et Vojany où se trouvent les centrales thermiques, et le site d'US Steel à l'est du pays.

Transports

- routier

Le 25 septembre, le premier tronçon du contournement nord de Presov (90 000 habitants, à l'est du pays) a été ouvert. Ce tronçon de 4 km comprend également un tunnel de 1 km. Ce marché public a été remporté par le consortium Vahostav – TuCon avec une offre de 143 M€ hors TVA. En outre, les travaux sur le deuxième tronçon de 10 km ont été lancés en septembre. Pour mémoire, cette deuxième partie du contournement nord a été remportée par le

consortium mené par Eurovia (groupe Vinci) pour 338 M€. Ce contournement nord devrait faire partie de la Via Carpathia en direction de la Pologne. Côté slovaque, 60 km d'autoroute doivent être construits entre Presov et la frontière.

Le 12 septembre, le ministère de l'Intérieur a lancé un [appel d'offres](#) pour l'achat de 279 radars fixes et caméras analytiques pour une détection automatique des infractions routières. La valeur estimée de ce marché est de 72,7 M€ (hors TVA). Ce marché public comprend également une option pour l'achat de 650 radars supplémentaires. L'appel d'offres était ouvert jusqu'au 20 octobre.

- ferroviaire

Fin septembre, les travaux de modernisation et d'électrification des voies entre Banovce nad Ondavou – Humenne (33,5 km, est du pays) ont commencé. Les travaux devraient coûter 216 M€ hors TVA et durer 810 jours. Depuis le 25 septembre, le train vers Humenne a été suspendu pour un an et remplacé par un bus.

La société ferroviaire publique chargée du transport de passagers, ZSSK, a finalisé la construction des centres de services de maintenance technique et hygiénique des trains à Nove Zamky (sud, 46 M€), à Zvolen (centre, 37 M€) et à Humenne (est, 33 M€). Pour autant, les trois centres pourront être utilisés seulement l'année prochaine car les centres de Nove Zamky et de Zvolen ont besoin d'une approbation de construction et d'une validation de la Commission européenne en matière d'aide d'Etat, et le centre à Humenne ne peut pas être ouvert à cause des travaux d'électrification de la ligne (voir ci-dessus).

Environnement

- déchets

Le gouvernement réuni en conseil des ministres ce 27 septembre a pris une décision sur l'élimination des déchets dangereux situés sur le site de l'ancienne société publique Chemko Strazske à l'est du pays. Après les premiers travaux de nettoyage réalisés par le ministère de l'Intérieur en novembre 2021 qui ont permis d'éliminer 150 t de déchets contenant du PCB, le ministère de l'Environnement prévoit deux autres étapes. La première devrait permettre l'élimination de 150 t de déchets contenant du PCB d'ici la fin de l'année 2024. Cette étape devrait coûter 1 M€. La deuxième étape, à hauteur de 5 M€, consiste en élimination de 5 000 tonnes contenant du PCB d'ici 2025.

Mi-septembre, le ministère de l'Environnement a publié son analyse sur les déchets intitulée « Comment sortir du dépotoir ». L'analyse rappelle qu'en 2021 la Slovaquie a produit 12,7 Mt de déchets. La production de déchets municipaux (496 kg /habitant) est inférieure à la moyenne européenne mais augmente rapidement avec la hausse du niveau de vie. **Concernant les déchets industriels, la Slovaquie a l'une des productions les plus élevées dans l'UE.**

Quant au traitement des déchets municipaux, la Slovaquie est en retard par rapport à la moyenne européenne et les objectifs environnementaux. Les résultats sont plutôt satisfaisants pour le recyclage qui est passé de 9 % en 2010 à 49 % en 2021, ce qui correspond à la moyenne européenne, mais le pays a du retard sur la réduction des mises en décharge. En effet, la mise en décharge a baissé de 81 % en 2010 à 41 % en 2021, alors que la moyenne UE est de 23 %.

En 2022, il y avait 81 décharges dont 62 pour les déchets non-dangereux. La capacité libre de toutes les décharges est estimée à 23 Mt. Les capacités sont inégalement réparties sur le territoire slovaque. En effet, la capacité est seulement de 0,125 Mt de déchets pour la région de Bratislava alors qu'elle est de 2 Mt pour les régions de Kosice et Banska Bystrica.

Par ailleurs, le ministère de l'Environnement met en exergue que **les projets de nouvelles capacités pour la valorisation énergétique de déchets dépassent les besoins du pays.** Le ministère rappelle que la Commission dans sa communication (2019) a mis l'accent sur le développement excessif des infrastructures de valorisation énergétique des déchets. Le rapport cite également l'OCDE (2019) selon lequel les surcapacités de valorisation énergétique de déchets créent une dépendance à la production de déchets et à leur importation, freinant le développement du recyclage. Ainsi, la capacité de valorisation énergétique devrait progresser de 254 000 à plus de 1 Mt. Par ailleurs, les projets de cimenteries et de centrales de chauffage usant l'incinération des déchets sous forme de combustible alternatif solide à faible pouvoir calorifique devraient augmenter les capacités de valorisation de 84 000 t à 302 000 t.

Concernant les déchets municipaux, les tarifs en Slovaquie sont parmi les plus faibles de l'UE. Malgré une hausse de 44 % lors des cinq dernières années, le tarif s'élève à 26€ / habitant en 2022 ou à 40€ / habitant dans les 8 capitales régionales.

- *décarbonation de l'industrie*

Mi-septembre, les ministres de l'Environnement et de l'Economie ont annoncé le financement d'une allocation de 470 M€ issus du fonds de Modernisation pour les projets de décarbonation dans l'industrie. Pour mémoire, début juin, 3 projets pour un montant total de 317 M€ avaient été retenus. 300 M€ étaient affectés au projet de US Steel à l'est du pays pour la décarbonation de la production d'acier grâce à l'installation de fours électriques. Le cimentier Danucem, en vue de la décarbonation du ciment gris, a obtenu de 8,4 M€. Un montant identique a été fléché pour la société Wienerberger qui prévoit de décarboner sa production de briques.

En septembre, six autres projets ont été retenus. À nouveau, US Steel devrait profiter de 300 M€ supplémentaires. Pour mémoire, en 2022, l'usine a évalué l'investissement dans deux fours à arc électriques à hauteur de 1,3 Mds€. La nouvelle technologie bas carbone devrait diminuer les émissions de 2,6 Mt CO₂/an. Danucem a également obtenu une nouvelle allocation de 10 M€ pour la décarbonation de sa production sur son site à Rohoznik à l'ouest du pays. Le producteur d'engrais Duslo devrait bénéficier de 58 M€ pour financer son projet de production d'hydrogène vert. Enfin, la raffinerie Slovnaft a été éligible pour son projet d'efficacité énergétique et de modernisation technologique à hauteur de 44 M€. La papeterie Mondi SCP devrait obtenir 30 M€ pour son projet de remplacement partiel du gaz par du biogaz. Enfin, la verrerie Rona devrait percevoir 28 M€ pour remplacer le combustible fossile par l'électricité.

- *marché du carbone*

Mi-septembre, le ministère de l'Environnement a vendu des quotas d'émission excédentaires au ministère de l'Environnement, de l'énergie et du climat d'Islande. Il s'agissait d'un volume de 3,4 M de quotas pour la période 2013-2020. Le prix a atteint 0,7€/quota et les recettes de 2,4 M€ ont alimenté le Fonds environnemental.

Logement

Le 9 octobre, l'agence de l'environnement SAZP a lancé en ligne le 4^{ème} tour du **programme « Réno ve ta maison »**. **Au bout d'une heure, les 10 000 subventions disponibles avaient été distribuées.** La subvention s'élève à 15 000 € si les économies d'énergie sont de l'ordre de 30 à 60 %, et à 19 000 € si elles dépassent 60 %. Si l'intéressé réussit à rénover sa maison avant le 31 octobre 2024, la subvention peut couvrir jusqu'à 80 % des coûts éligibles; dans le cas contraire, la subvention s'élève à 75 % des coûts. **Le 4^{ème} tour était doté d'un budget de 190 M€ et le programme est financé par le PNRR.** Au total, le PNRR prévoit la reconstruction et la rénovation de 25 000 maisons familiales et les prochains appels à projet sont prévus en 2024.

LITUANIE

Énergie

- *éolien*

Ignitis et Ocean Winds vainqueurs confirmés pour le 1^{er} parc éolien offshore en Lituanie : le consortium d'Ignitis (entreprise publique lituanienne) et Ocean Winds (coentreprise d'Engie et du portugais EDP), a reçu l'approbation officielle du ministère lituanien de l'énergie pour construire le premier parc éolien offshore du pays, après examen des critères de sécurité nationale. D'une capacité de 700MW, ce parc devrait être opérationnel en 2028.

La Lituanie trouve un accord avec l'UE sur le 2^{ème} parc éolien offshore : la procédure d'appel d'offres pour le 2^{ème} parc a tardé car, contrairement à la 1^{ère}, elle prévoit une subvention publique pour le vainqueur. Il fallait donc l'approbation de la Commission européenne, désormais obtenue (subvention jusqu'à 193 M€ pour l'éolien offshore en vertu du Cadre temporaire de crise et de transition). Initialement prévu à l'automne, le 2^{ème} appel d'offres aura lieu en janvier 2024.

La Lituanie s'attend à plus de concurrence pour le 2^{ème} parc éolien offshore : le 1^{er} appel d'offres en juillet n'avait attiré que 2 offres concurrentes, mais dans la mesure où le 2^{ème} comprend une

subvention, le ministre lituanien de l'énergie est confiant qu'il suscitera davantage d'intérêt. Le Danois European Energy a déjà annoncé sa participation, tandis que l'Allemand RWE, le Polonais Orlen, et l'Estonien Enefit Green pourraient être intéressés. L. Sabaliauskas, président de l'Association lituanienne de l'énergie éolienne, s'attend à ce qu'il y ait au moins trois offres.

- gaz et pétrole

DS-1 met fin à son contrat avec Alvora pour la modernisation de la raffinerie Orlen de Mažeikiai : DS-1 (construction et installation de systèmes d'ingénierie) et Alvora (construction d'infrastructures énergétiques, dont le très stratégique gazoduc GIPL entre la Pologne et la Lituanie) travaillaient depuis avril 2023 à la modernisation de la raffinerie de pétrole opérée par le polonais Orlen à Mažeikiai, au nord de la Lituanie. Le contrat de 80 M€ a subitement été résilié par DS-1, qui a annoncé qu'il ne coopérerait plus avec Alvora sous quelque format que ce soit. Aucune des deux entreprises n'a commenté cette décision.

Transport et infrastructures

Le port de Klaipėda présente son plan de décarbonation sur fond de baisse du trafic : A. Latakas, directeur de l'autorité du port de Klaipėda, a présenté une vision de l'avenir du port à l'occasion de la *Klaipėda Manifesto: Blue Economy Conference*, qui s'est tenue les 10 et 11 octobre. Les activités actuelles du port sont la manutention traditionnelle, la construction et la réparation navales, et la transmission de ressources énergétiques (GNL) ; à l'avenir, le port s'orientera vers l'éolien offshore, l'hydrogène, ainsi que la construction et la manutention décarbonées. L'installation d'une capacité de production d'hydrogène, de même que le projet d'électrification du port, devraient être finalisés en 2025, tandis que l'expansion du terminal sud devrait être achevée en 2028. Le port fait toutefois également face à d'autres défis plus immédiats : le trafic de marchandises entre janvier et août 2023 est en baisse de 11% (à 21,3 Mt) par rapport à la même période en 2022.

Transport

Le secteur du transport lituanien en croissance de 9% : d'après le ministre des transports, le secteur du transport-logistique a représenté 9,2 Mds€ au 1^{er} semestre 2023, soit +9% par rapport à la même période 2022. Cette croissance est notamment **tirée par l'augmentation de 12% des flux de marchandises transportées par camions**, et plus généralement par la baisse de l'inflation et des prix de l'énergie. **En revanche, le fret ferroviaire est en chute de 19%.**

Environnement

La Lituanie en retard sur le recyclage : d'après la ministre de l'économie, **la Lituanie doit tripler le recyclage de ses déchets pour rattraper la moyenne de l'UE.** En effet, à l'heure actuelle, l'économie lituanienne n'est qu'à 4% circulaire, et la moyenne européenne est de 12%. Le Ministère de l'Economie et des Innovations a récemment alloué 8 M€ pour aider les PME à développer des technologies innovantes de recyclage. Toutefois, sur 6,9 Mt de déchets par an, 1,7 Mt sont générées par le producteur d'engrais Lifosa.

Achema va augmenter sa capacité de production d'engrais : le groupe veut construire une nouvelle usine d'une capacité de 0,5 Mt/an. La production de l'entreprise s'élevait à 2,22 Mt en 2021, mais elle s'est ensuite effondrée à 1,4 Mt en 2022 en raison de la crise énergétique. Aujourd'hui, la stabilisation des prix de l'énergie permet ce nouvel investissement.

LETTONIE

Nominations et visites ministérielles

Remaniement : le 15 septembre, le Parlement letton a approuvé à l'issue d'un vote de confiance (53 voix pour, 39 contre) le **gouvernement formé par la Première ministre Evika Silina (parti « Nouvelle Unité »)**. Les transports ont été confiés à Kaspars Briskens (« Progressistes »), ancien directeur de la stratégie et du développement de Rail Baltica. Kaspars Melnis (« Union des verts et des paysans »), député de la Saeima, agriculteur et entrepreneur, a été nommé ministre du Climat et de l'énergie. Inga Berzina (« Nouvelle Unité »), présidente du Conseil municipal de Kuldīga, est confirmée au poste de ministre de l'Environnement et du développement régional.

Visite ministérielle : à Riga le 29 septembre, la **ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Catherine Colonna**, a visité la gare, où intervient Egis dans le cadre du projet Rail Baltica. Accueillie par le ministre des Transports, le PDG d'EDzL (actionnaire letton de la coentreprise RB Rail), le chef de projet gestion de RB Rail, et les chefs de projet des sociétés Egis et Bererix, elle a pris été informée de l'avancement du projet et de la coopération avec les entreprises françaises.

Énergie

- électricité

Selon le gestionnaire public de réseau de transport d'électricité Augstsprieguma tikls (AST), **le courant produit en septembre par les parcs éoliens (22,56 GWh) et solaires (20,88 GWh) représente près d'un tiers de l'électricité totale injectée dans le réseau.** Cette production représente une augmentation de 53 % par rapport à la même période en 2022. Selon AST, 43 projets d'énergies renouvelables seront raccordés au réseau de transport au cours des trois prochaines années.

ESTONIE

Loi sur le climat

Le ministre du Climat, Kristen Michal (Réforme), a présenté fin septembre un document d'intention pour la loi sur le climat. Décrivant sur 15 pages les étapes nécessaires à l'adoption d'une telle loi, ce document tend à définir les droits et obligations des personnes et entreprises en matière de climat. L'Estonie souhaite utiliser la loi sur le climat pour **poser les bases d'une économie résiliente face au changement climatique, apporter un cadre juridique, convenir d'objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre et détailler les principales activités nécessaires pour les atteindre.** Le ministère souhaite que la loi entre en vigueur en 2025. Pour ce faire, elle devra être à l'agenda du gouvernement en juin 2024 et être soumise au Parlement en septembre de la même année.

Énergie

La Commission européenne a approuvé la demande de paiement de l'Estonie pour 286 M€ de subventions au titre de la Facilité pour la reprise et la résilience, la demande combinant deux tranches de 143 M€ chacune. Dans le cadre de cette demande, l'Estonie a notamment mis en avant les progrès accomplis en termes de verdissement de son secteur énergétique et l'amélioration de l'accès aux soins de santé dans les zones rurales. Le plan global prévoit 953 M€ de subventions – 13% ayant déjà été versés à l'Estonie sous forme de préfinancement en décembre 2021.

- éolien

La Banque européenne d'investissement a accordé un financement de 180 M€ à Enefit Green pour soutenir la construction du plus grand parc éolien d'Estonie à Sopi-Tootsi dans le comté de Pärnu. Ce projet permettra à l'Estonie de progresser sur la voie de la décarbonation et de l'indépendance énergétique. La durée du prêt est de 12 ans. **Ce projet est le plus gros investissement réalisé à ce jour par l'Estonie dans le domaine de l'énergie éolienne terrestre.** Le parc éolien contribuera à la réalisation des plans nationaux de l'Estonie en matière d'énergie et de climat ainsi que du plan RePowerEU. La production du parc équivaut à 8,5% de la consommation d'électricité de l'ensemble du pays et 40% des besoins en électricité des ménages.

Transports

Avec le soutien de financements européens, **122 nouvelles bornes de recharge pour véhicules électriques seront construites dans 60 localités d'Estonie.** L'aide a été attribuée aux entreprises Enefit Volt, Eleport et Elektrum. L'entreprise Eleport contribue également à la construction d'infrastructures de recharge en Lettonie, en Lituanie et en Pologne, où plus de 500 nouvelles bornes de recharge électrique seront installées dans les années à venir. Pour ce faire, l'entreprise a notamment reçu un financement de 13,8 M€ de la part de l'UE dans le cadre du mécanisme pour l'interconnexion en Europe. Selon le ministère du Climat, l'utilisation de voitures électriques est une tendance croissante en Estonie: le nombre de premières

immatriculations de voitures électriques a augmenté de 21% en glissement annuel et les 500 points de recharge déjà installés dans le pays sont très utilisés. Toutefois, une grande partie de la population, découragée par les prix élevés de l'électricité, préfère plutôt investir dans les véhicules hybrides.

Hydrogène

La ville de Tallinn teste des bus à hydrogène dans les rues de la capitale depuis la première semaine d'octobre. Tallinna Linnatranspordi AS (TLT), la société de transport public de la ville, affirme que ces véhicules pourraient devenir monnaie courante d'ici cinq à sept ans. Dans le cas d'un autobus électrique, l'énergie est stockée dans une batterie lithium-ion, tandis que dans le cas d'un autobus à hydrogène, l'hydrogène est converti en électricité directement à bord de l'autobus : l'hydrogène permet donc notamment un ravitaillement et une recharge plus rapides, ainsi qu'une plus grande autonomie.

Construction

Afin que les bâtiments en Estonie deviennent climatiquement neutres et pour permettre leur évaluation sur une base uniforme, **le ministère du Climat a mis à jour les exigences concernant l'efficacité énergétique et les labels énergétiques des bâtiments, ainsi que la méthodologie de calcul de ces derniers.** Cette actualisation des exigences minimales en matière de performance énergétique des bâtiments intervient dans le cadre de l'harmonisation des critères dans l'UE et du remplacement de l'ancienne échelle des classes d'efficacité énergétique de A à H par une nouvelle échelle de A à G. Parmi les indicateurs majeurs : aucun combustible fossile ne peut être utilisé dans les nouveaux bâtiments à consommation d'énergie quasi nulle, c'est-à-dire de classe A, et les nouveaux bâtiments devront privilégier les solutions d'énergie renouvelable. Pour mémoire, en Estonie, les bâtiments utilisent plus de la moitié de l'énergie consommée.

Agenda

Du 23 au 27 octobre 2023	Circular Week 2023, à Varsovie
6 novembre 2023	Conférence « Perspectives on European nuclear supply chain (French and Slovak viewpoints) », à Bratislava
6 et 7 novembre 2023	16^{ème} édition de « European Nuclear Energy Forum », à Bratislava
8 novembre 2023	Rail Baltica Industry Day, en ligne
Du 4 au 8 mars 2024	French Mobility Days 2024 - Pologne et Roumanie , à Varsovie et Bucarest
Du 5 au 7 mars 2024	Rencontres d'affaires avec les acheteurs du secteur de la Biomasse et de l'Energie 2024 - Pologne , en ligne et à Varsovie
Du 11 au 14 mars 2024	French Defense, Security & Cybersecurity Tour 2024 - République tchèque, Slovaquie et Roumanie , à Prague et Bucarest
Du 10 au 13 juin 2024	French Water Tour 2024 - Pologne et Roumanie , à Varsovie et Bucarest

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Varsovie

Rédaction : SER de Varsovie, SE de Budapest, SE de Prague, SE de Bratislava, SE de Riga et ses antennes de Vilnius et Tallin

Abonnez-vous : noemie.piaskowski@dgtresor.gouv.fr